



Quinzomadaire de la Fédération anarchiste

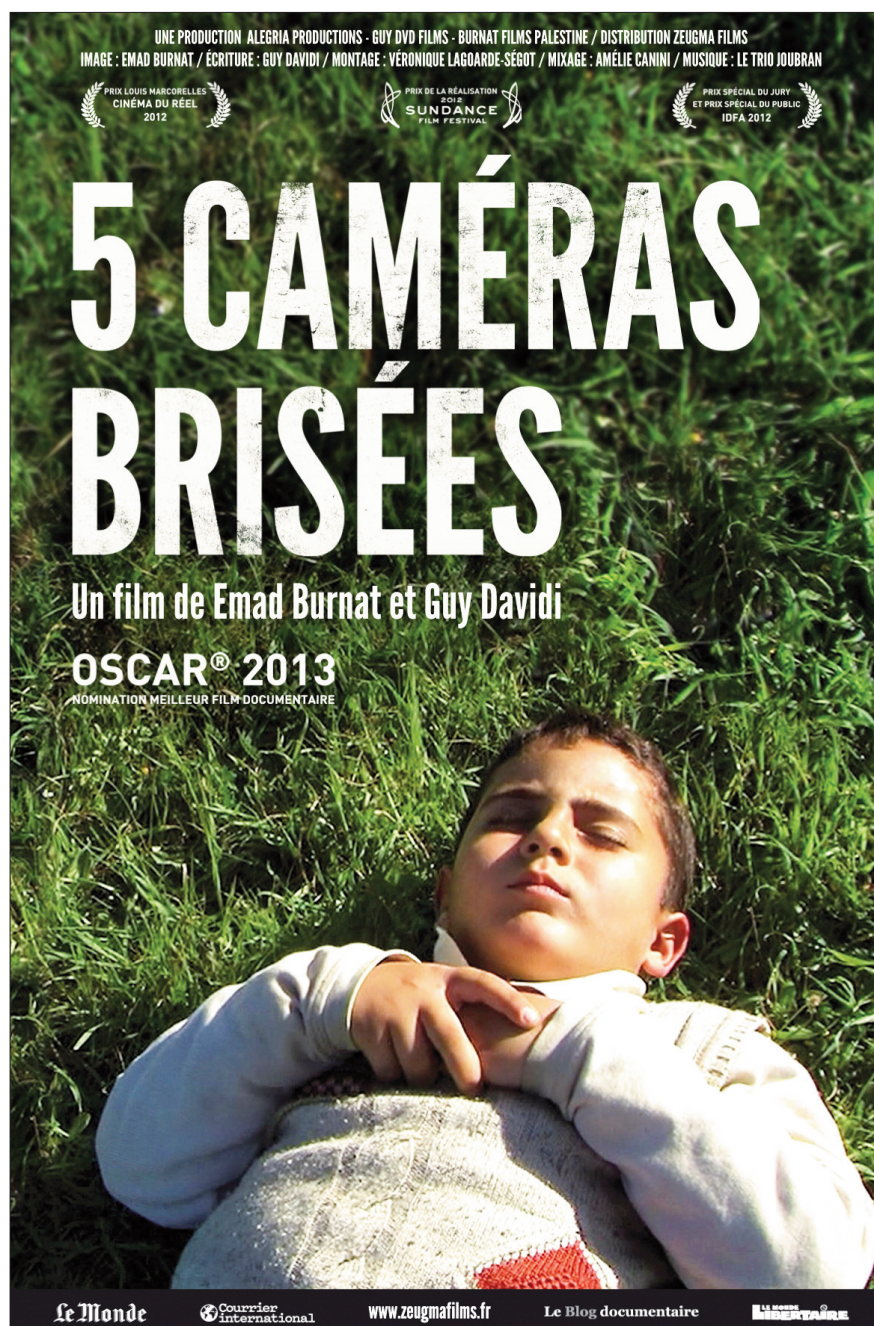
www.monde-libertaire.fr

Supplément **gratuit** au Monde libertaire n° 1697

5 CAMÉRAS BRISÉES

Emad, paysan, vit à Bil'in en Cisjordanie. Il y a cinq ans, au milieu du village, Israël a élevé un « mur de séparation » qui exproprie les 1700 habitants de la moitié de leurs terres, pour étendre et « protéger » la colonie juive de Modi'in Illit, prévue pour 150 000 résidents. Les villageois de Bil'in s'engagent dès lors dans une lutte non-violente pour obtenir le droit de rester propriétaires de leurs terres, et de co-exister pacifiquement avec les Israéliens.

Dès le début de ce conflit, et pendant cinq ans, Emad filme les actions entreprises par les habitants de Bil'in. Avec sa caméra, achetée lors de la naissance de son quatrième fils, il établit la chronique intime de la vie d'un village en ébullition, dressant le portrait des siens, famille et amis, tels qu'ils sont affectés par ce conflit sans fin.



SUR UN SUJET REBATTU, le « conflit » israélo-palestinien, comment, par les moyens de l'écriture cinématographique, faire autre chose qu'un robinet d'images qui n'émeut plus ?

En prenant le double pari pour faire œuvre de cinéma – et c'est ce qui fait la différence et le succès du film.

En adaptant la structure du film (cinq caméras brisées, tout au long des 90 minutes, la répétition des manifestations, la vie d'une famille palestinienne ordinaire, le tempo musical) pour faire que ce ne soit pas un flux d'images que nous voyons mais une histoire.

En prenant un point de vue et en ne le lâchant jamais : pour la première fois, un Palestinien nous parle avec sa voix, nous raconte ce qu'il vit au quotidien, et toujours, toujours, à hauteur d'homme.

« 5 caméras brisées » ne parle pas « pour eux ». Le film est une pensée en action.

Note du distributeur Michel David
(Zeugma Films)

Entretien avec **Emad Burnat**

Emad Burnat est un fils de paysan, né à Bil'in, en Palestine. Depuis 2005, il est caméraman et photographe free-lance. Il a filmé pour des chaînes comme Al-Jazeera, les chaînes israéliennes 1, 2 et 10, ainsi que pour la télévision palestinienne. Il travaille régulièrement avec l'agence Reuters, et a filmé des séquences de plusieurs documentaires comme « Bil'in, My Love », « Palestine Kids », « Open Close » and « Interrupted Streams ».

Pour quelles raisons as-tu commencé à filmer ?

J'ai commencé à filmer pour participer à la lutte de mon village.

C'était une manière de me protéger et de protéger les gens qui m'entourent. Je suis devenu un témoin du conflit à Bil'in en montrant les images et en les diffusant sur des sites internet et des chaînes télévisées palestiniennes. Je pense que c'était très important pour le village que je sois là, parce qu'au début, j'étais le seul caméraman.

A quel moment l'acte de filmer est devenu l'envie de faire naître un film ?

Semaine après semaine, le mouvement a grandi et de plus en plus de gens sont venus y participer. Des journalistes et des caméramans venaient de l'extérieur pour filmer. Après deux mois, un de mes amis m'a dit

« Beaucoup de gens de l'extérieur viennent à Bil'in. Toi, tu habites ici, tu en sais plus que quiconque sur la réalité de la lutte et la manière dont les gens vivent ici. Tu devrais faire un film sur toi et sur le village. »

L'idée a grandi en moi, j'ai commencé à filmer ma vie, à suivre ma famille, mes enfants qui grandissent et mes amis Phil et Adib. C'était important de faire un film à partir de mon point de vue. C'était le point de départ du film.

Comment as-tu commencé à travailler avec Guy Davidi, le coréalisateur ?

Il venait participer aux manifestations du village. C'était un militant israélien.

L'idée n'était pas de faire un projet israélo-palestinien mais son soutien était précieux parce qu'il avait accès au reste du monde, il pouvait trouver des moyens de faire le film. Il pouvait également me donner des idées pour que les étrangers puissent comprendre mon histoire.

Il avait la possibilité de diffuser le film en Israël et avait déjà fait plusieurs films.

Avec combien d'heures de rushes avez-vous commencé à monter le film ? Comment avez-vous fait votre sélection ?

J'ai filmé 700 heures en 5 ans. J'avais énormément d'images de violences et de manifestations mais nous voulions faire un film personnel. Lorsqu'on a commencé à dérusher avec Guy, nous avons donc privilégié des images de mon quotidien.

On a commencé à monter à Bil'in, puis Guy a monté à Tel Aviv. Il me demandait de filmer certains événements pour compléter son montage. Parfois, je fouillais dans mes rushes pour lui envoyer des images.

L'idée a toujours été de faire un film plus personnel que militant.

Emad et ses 5 caméras





Je n'aime pas la façon dont les politiciens parlent et montrent les situations. Je voulais faire un film de l'intérieur, c'est ce qui fait le succès du film : un point de vue personnel, l'histoire d'une famille, voir un enfant qui grandit, de ses premiers jours jusqu'à ses 7 ans.

Pourquoi as-tu choisi de filmer plus particulièrement Jibril ?

C'est mon dernier fils et on a un lien très fort. Tout petit, il parlait déjà comme un adulte et me posait plein de questions. Il y a quelque chose de très touchant, vous ne vous attendez pas à ce qu'un enfant parle de cette manière. C'était une bonne idée qu'il soit au coeur du film, et je pense que sans lui le film serait beaucoup moins important.

Dans le film il n'y a pas que des images de toi, d'où viennent-elles ?

J'ai filmé la plupart des images mais, pour la cohérence du film et le processus d'identification, il fallait que j'apparaisse à l'écran. Bien sûr que les images où l'on me voit ne sont pas de moi ! Il y a des images tournées par certains de mes amis, par Guy, d'autres par Jibril, mes fils ou ma femme.

A mesure que le film avance et que les années passent, tu sembles plus à l'aise avec la caméra, presque comme si elle faisait partie de toi...

Au début je filmais comme n'importe quelle personne possédant une caméra et qui veut filmer. J'ai appris au fur et à mesure à utiliser la caméra et à la comprendre.

J'ai commencé à travailler avec des journalistes qui me demandaient de leur donner des images car, vivant ici, j'avais beaucoup plus de matériel qu'eux. Ils m'ont appris à utiliser la caméra plus professionnellement, pour les chaînes de télévision. Je filmais donc pour la télévision et pour le film, ce qui est très différent. La télévision montre la violence, les bombes et les arrestations mais il faut parfois montrer la vie comme elle est.

En montrant la vie quotidienne cherchais-tu aussi à témoigner de la souffrance des habitants ?

Je voulais montrer la vie quotidienne, comment nous vivons normalement, enfin, je ne pense pas que nous pouvons parler d'une « vie normale » en Palestine.

Le film fait l'expérience, il montre comment on peut ressentir l'occupation de l'intérieur. Il faut avoir vécu beaucoup d'années ici pour comprendre ce que signifie « vivre sous occupation » et pouvoir en parler avec justesse.

Comment vis-tu le succès du film, la nomination aux Oscars, en tant que « Meilleur film documentaire » ?

Je pense que c'est important que le film soit aux Oscars car beaucoup de gens vont le voir. Ainsi les Oscars attirent l'attention sur le problème de la Palestine. Cela va permettre aux gens de comprendre la réalité de la situation palestinienne et comment on vit au quotidien.

Ce sera un grand jour si le film gagne l'Oscar, un jour historique pour la Palestine, une première victoire !

Quel sentiment éprouves-tu à l'idée que le film qui raconte ton histoire personnelle puisse être montré au monde entier ?

Moi, je serais ravi que le film soit montré dans le monde entier car à travers cela je sers la cause palestinienne. Mon histoire est l'histoire du peuple palestinien. Il se passe des choses pires dans les territoires occupés, dans certains villages, mais je voulais parler de mon village, de ma vie.

La lutte non-violente organisée à Bil'in semble incroyablement spontanée, presque naturelle, comment expliques-tu cela ?

Ce n'est pas le seul village à manifester et à réagir contre l'occupation, les Palestiniens ont toujours utilisé la non-violence. Si vous vous rappelez de la première Intifada en 1987, tout le monde agissait déjà comme ça. C'est devenu culturel. C'est normal de réagir contre le mur. Ce sont nos arbres et nos terres. Nous sortons manifester tous ensemble pour le droit de conserver nos terres ...

Quelle est la situation actuelle à Bil'in ?

Les gens continuent à manifester tous les vendredis. Il n'y a pas de changement dans la vie des gens.

Est-ce que tu penses ce film comme un message d'espoir ?

Mon message est toujours adressé aux gens de l'extérieur : « Ouvrez les yeux, regardez de l'autre côté, il y a des gens qui vivent sous occupation ». Nous vivons dans le seul état occupé du monde. Certains disent qu'Israël est le seul état démocratique au Moyen-Orient » alors qu'on nous vole des terres et des vies.

Un entretien réalisé par Lucie Delage et Laetitia Jourdan pour Zeugma Films

Adib & Phil, les amis d'Emad



Entretien avec **Guy Davidi**

Guy Davidi est né à Jaffa. Il est réalisateur de films documentaires et professeur de cinéma. Depuis ses 16 ans, il pratique le montage, la prise de vues et réalise des films. Il a été chef-opérateur sur les films « Hamza » et « Journal d'une Orange » pour France 3. Il a également réalisé des court-métrages documentaires qui ont été présentés dans de nombreux festivals et marchés internationaux. En 2010, le premier long-métrage de Guy Davidi « Interrupted Streams » fait l'ouverture du festival International du film de Jérusalem.

Comment as-tu rencontré Emad ?

J'ai connu Emad car j'allais chaque vendredi aux manifestations à Bil'in.

Emad était au cœur du mouvement. Il était partout avec sa caméra, de jour comme de nuit. Tout le monde le connaissait et il a reçu beaucoup de soutien des militants israéliens et internationaux pour pouvoir filmer. Je recevais souvent des mails disant: « Emad a perdu sa caméra, il en cherche une nouvelle » ; et les gens s'organisaient autour pour lui récupérer une nouvelle caméra.

Un jour, je lui ai demandé combien il avait eu de caméras au total, il a compté et m'a dit qu'il y en avait 5 qui étaient complètement cassées... Le titre est venu comme ça.

Comment est née votre collaboration pour faire ce film ?

Emad avait un projet de film écrit sur son ami Phil qui n'a pas pu être financé. On lui a proposé de travailler avec quelqu'un d'autre et il m'a contacté. Au début j'ai refusé car je ne voulais pas faire un film qui soit étiqueté comme « l'histoire d'une collaboration entre un Palestinien et un Israélien ». De plus, je ne voulais pas faire un film de mémoire. J'ai grandi avec des films de mémoires de soldats qui étaient morts en Israël. Cette fascination pour la mort m'a toujours énervé.

Je me suis alors dit que si Emad acceptait d'être l'un des personnages de son film on pourrait faire un film ensemble. Emad redoutait de faire un film à la première personne et qu'on lui dise : « Tu t'es emparé de l'histoire palestinienne pour raconter ta vie ». Il a finalement accepté et on s'est engagé dans l'aventure.

L'idée était donc de faire un film qui lui soit dédié, pour que sa voix soit entendue dans la société. Je pense que politiquement c'était juste, mais ce n'est pas un chemin facile. Au

delà de tous les problèmes socio-politiques, je pense que ce n'est jamais simple de faire un film à plusieurs.

Comment as-tu pensé la structure narrative du film ?

J'ai vécu 3 mois à Bil'in pour réaliser le film « Courants Interrompus » avec Alexandre Goetschmann. Je me suis beaucoup inspiré des conversations que j'ai eu avec les habitants de Bil'in à ce moment-là. Par exemple, dans « 5 caméras brisées », il y a une phrase qui décrit Jibril comme « un enfant qui ne peut pas rêver ». C'est un habitant de Bili'n qui éduquait sévèrement ses enfants qui m'a dit ça un jour. Lorsque je lui parlais de la sensibilité des gens, il me répondait : « Non, les gens doivent être forts, ils doivent s'en sortir »... parce que leur rêves vont être interrompus. C'est comme le titre de mon précédent film, le chemin est toujours coupé, que ce soit le courant interrompu ou les caméras brisées. Il y a toujours cette idée qu'il y a des obstacles partout.

Comment as-tu approvoisé les images d'Emad ?

Il y avait 700 heures de rushes et de nombreuses images de manifestations. Il y avait quelques bijoux dans les images qu'Emad m'a montrées. Ses amis, Phil et Adib, la relation entre Jibril et Phil. Emad avait une intuition très forte de filmer les choses importantes, de capter les instants de vie. Il aime beaucoup la nature, il y a beaucoup d'images poétiques comme les oiseaux ou la très belle scène dans les champs d'oliviers qui brûlent..

Quand on a décidé de se centrer sur son histoire, Emad a filmé de plus en plus de situations intimes et familiales.

La relation entre Jibril et Emad est le fil narratif. Plus on avance dans l'histoire des caméras, plus on se rapproche de Jibril.

5 caméras brisées, un film de Emad Burnat et Guy Davidi. Image Emad Burnat. Montage Véronique Lagoarde-Ségot et Guy Davidi. Montage son et mixage Amélie Canini. Musique Le Trio Joubran (Samir Joubran, Wissam Joubran, Adnan Joubran) - Yousef Hbeisch. Images additionnelles Yisrael Puterman - Guy Davidi - Jonathan Massey - Alexandre Goetschmann - Shay Carmeli Pollak. Production Guy DVD Films - Burnat Films Palestine - Alegria Productions (Emad Burnat, Guy Davidi, Christine Camdessus, Serge Gordey). Postproduction Avidia. Ventes internationales CAT&Docs. Distributions en salles France Zeugma Films

90 min - Couleurs

Palestine/Israël/France - VOST FR - 2012



Guy, Emad et Jibril à Bil'in

Comment avez-vous travaillé au montage avec Véronique Lagoarde?

Le film s'est vraiment dessiné au montage. J'ai travaillé pendant un an et demi à Tel Aviv pour structurer l'histoire autour des 5 caméras. Lorsque que l'on a commencé le montage en France avec Véronique nous étions face à une structure de film très complexe. Le film est construit autour de la répétition de la violence – les 5 caméras brisées, les 4 frères d'Emad qui sont arrêtés. C'est une structure très répétitive, également présente dans la musique du Trio Joubran, comme une cérémonie sans fin. Le rôle de Véronique, avec son expérience et sa sensibilité a été de voir comment créer un sentiment de progression. Son regard extérieur et professionnel était très important, aussi pour raconter l'histoire de

manière à ce que chacun – même celui qui ne connaît pas la situation du Moyen-Orient - puisse comprendre ce qui s'y passe.

Le film rencontre un succès international et a été nommé aux Oscars dans la catégorie Meilleur film documentaire. Comment réagis-tu à ce succès et comment l'expliques-tu ?

J'ai deviné le succès du film dès que j'ai découvert les images d'Emad. Puis il y a eu de nombreux partenaires qui ont soutenu le film, des rencontres et plein de choses qui ont mené le film aussi loin... Je dirais que c'est un chemin de miracles. Mais le travail était spirituel, c'est un film que j'ai vu avant qu'il n'existe...

Le film attire parce qu'il parle avant tout d'humanité. Le conflit Israël/Palestine devient un motif pour exprimer d'autres choses. Le film parle de l'enfance, du rapport victimes/bourreaux, de la vie, de la lutte.

Qu'est-ce que le film engendre d'un point de vue politique en Israël ?

En Israël, il y a une tradition de films qui traitent de l'occupation. Cela implique de bonnes et de mauvaises choses, ce qui est compliqué c'est de toujours se renouveler. C'est pour cela que j'ai refusé de faire ce film au début. Puis je me suis dit qu'il n'y avait pas de films israéliens qui amenaient vraiment le point de vue depuis l'intérieur de la Palestine – je pense qu'il y en a en Palestine mais ils ne sont pas diffusés en Israël – et je crois que c'est ça vraiment la force du film : l'interaction entre la lutte du village, la vie personnelle d'Emad et ses images ; et la narration du film qui diffère d'un témoignage classique d'un peuple en souffrance.

En Israël, le film a été très bien accueilli par la presse et la télévision.

Après la nomination des Oscars, il y a eu un article en couverture du journal israélien le plus populaire : c'était Emad, un Palestinien, qui parlait aux gens, ça ne s'était jamais vu en Israël, c'était historique !

Mais il y a toujours une réticence des spectateurs, c'est un sujet sensible et compliqué en Israël. Le film a suscité des émotions très fortes et j'ai dû beaucoup insister pour que les gens parlent de « 5 caméras brisées » à leurs proches et leur disent d'aller le voir. Les Israéliens peuvent se confronter à quelqu'un qui va les faire culpabiliser en disant « c'est de votre faute ». Mais dans le film c'est un palestinien qui ne les laisse pas ressentir le sentiment de culpabilité et ça, les Israéliens ne peuvent pas s'y confronter. **Emad dit : « Les blessures qu'on oublie ne peuvent pas être guéries. Je filme pour guérir » ...**

L'obligation pour une victime est de se guérir. La plupart du temps les gens se « plaignent » de leur souffrance et les personnes extérieures alimentent cette souffrance en compatissant. Quand on voit des gens qui souffrent et prennent la responsabilité de cette souffrance, en faisant tout pour s'en sortir, pour sortir de leur douleur, ça nous inspire. Dans 5 caméras brisées, le texte et le montage nous entraînent au delà de cette souffrance. Bien sûr qu'on la voit et qu'on la ressent, mais le film nous dit « Certes nous souffrons, mais on va aller quelque part, on va créer quelque chose ». Comme Emad fait un film.

Un entretien réalisé par Lucie Delage et Laetitia Jourdan pour Zeugma Films

Famille et soldats à Bil'in



L'Action non-violente en Palestine



Jibril face à la vallée

La réflexion sur une autre façon de résister se fait jour à partir de 1983 où un Palestinien, Mubarak Awad, publie un ouvrage dont la thèse centrale est que « l'action non-violente constitue la méthode la plus efficace de résistance à l'occupant israélien en Cisjordanie et à Gaza ». En 1984, il fonde à Jérusalem le Centre palestinien pour l'étude de la non-violence. En 1987, la direction unifiée du soulèvement reprend la méthode d'action non-violente préconisée par Mubarak Awad : grève, boycott, refus de coopérer, désobéissance civile, etc. Pour le théoricien palestinien, faisant le bilan de la première année de l'Intifada, sur les 27 méthodes de manifestations préconisées par la résistance à l'occupation, 26 ont été non-violentes, soit 95 %... C'est ainsi que par la théorie et la pratique, la non-violence a pénétré en force dans la culture politique palestinienne. En 1989, Mubarak Awad explique ainsi sa démarche intellectuelle et politique : « Ce que nous apprenons de Gandhi, de Martin Luther King, du Christ, de Cory Aquino [Philippines, B. R.], ce que nous apprenons des luttes d'Amérique latine et d'Afrique du Sud, nous apporte de l'information que nous essayons de digérer pour la rendre partie intégrante de la culture palestinienne. »

B'ilin, des villages palestiniens et les Anarchistes contre le mur

En 2003, des militants et militantes se rassemblent lors d'un campement à Mas'Ha pour créer un groupe d'action contre la « barrière de séparation » érigée par l'État d'Israël. Les actions organisées par ce groupe anarchiste sont basées sur la non-violence et la « propagande par le fait ».

Le 26 décembre 2003, l'armée ouvre le feu sur un manifestant israélien lors d'une manifestation pacifique contre la « barrière de séparation ». Blessé par balles aux deux jambes, Gil Na'amati, un kibboutznik de Re'im âgé de 21 ans, venait de terminer son service militaire et tentait avec d'autres manifestants de démonter le mécanisme de verrouillage d'une porte. L'incident est rapidement médiatisé dans la presse israélienne, et fige le nom du groupe qui jusque-là en changeait à chaque action : « Anarchists against the wall » (AATW). Suite à cet épisode, ils ont produit et réalisé un documentaire « Democracy isn't built on demonstrators' bodies » (la démocratie ne se construit pas sur les corps des manifestants).

Des comités populaires sont créés dans plusieurs villages palestiniens, dont Bil'in, pour protester contre le mur. Ces comités ont pour but de résister à la construction du mur et manifestent presque quotidiennement. Bénéficiant de l'expérience du campement de Mas'Ha, des Israéliennes et Israéliens sont invités à participer aux démonstrations, inaugurant un long partenariat entre les Anarchistes contre le Mur et les comités populaires de nombreux villages palestiniens.

À partir de cette époque, l'activité des « AATW » s'intensifie avec des manifestations quasi-quotidiennes réunissant quelques dizaines d'entre eux et de leur amis dans diverses zones de la Cisjordanie, notamment dans les villages de Bil'in à l'ouest de Ramallah, d'Al-Ma'asara et Ertas, au sud de Bethléem, ou encore Beit Ummar, au nord d'Hébron. Cette mobilisation est importante car l'armée israélienne modifie ses consignes lorsqu'elle soupçonne la présence d'Israéliens dans une manifestation.

Tous les vendredis des manifestations contre le mur sont organisées par les villageois de B'ilin et des villages environnants auxquelles participent des militants internationaux. La présence de militants israéliens gênant de plus en plus l'armée, les villages palestiniens viennent d'être déclarés « zones militaires » et leur accès interdits aux « AATW » et à leurs amis. Sans effet jusqu'à présent. Cela n'empêche pas de jeunes Israéliens appelés sous les drapeaux de se déclarer objecteurs de conscience comme Natan Blanc qui déclare :

« J'ai commencé à réfléchir sur un refus de m'enrôler dans l'armée israélienne pendant l'opération « Plomb Durci » de 2008. La vague de militarisme agressif qui a balayé le pays à ce moment-là, puis les expressions de haine mutuelle et les vaines paroles sur l'éradication de la terreur et la création d'un effet dissuasif, ont déclenché l'élaboration progressive de mon refus.

Aujourd'hui, après quatre ans de terreur, sans processus politique [conduisant à des négociations de paix] et sans calme à Gaza ni à Sdérot, il est clair que le gouvernement Netanyahu, comme son prédécesseur Olmert, n'a pas l'intention de trouver de solution à la situation actuelle. Il veut la maintenir. À leur avis, il n'y a pas de mal à lancer une opération « Plomb Durci 2 » tous les trois ou quatre ans (et puis 3, 4, 5 et 6) : on parlera de dissuasion, on tuera quelques terroristes, on perdra des civils des deux côtés, et préparera le terrain pour une nouvelle génération remplie de haine des deux côtés. (...) Pourtant, en tant que citoyens et en tant qu'êtres humains, nous sommes dans l'obligation morale de refuser de participer à ce jeu cynique. »

Pierre Sommermeyer

Le boycott, **une action directe non violente**

La campagne « Boycott Désinvestissement Sanctions » (BDS)

Quand on mène des actions de sensibilisation contre la colonisation et l'occupation israélienne de la Palestine, certaines réactions du public expriment l'impuissance à mettre fin à une injustice vieille de 60 ans. A cette impuissance, on peut proposer de se rendre en Palestine, en missions, pour voir et témoigner et aussi protéger, car la violence de la répression est parfois moins dure quand il y a des yeux étrangers (1).

La campagne BDS vue par les palestiniens.

Pour répondre à cette impuissance et aux blocages de toutes les négociations, les palestiniens ont décidé de lancer la campagne internationale BDS. Voici comment le palestinien Omar Barghouti présente la campagne BDS :

« Le B de la campagne BDS veut dire Boycott. Cela s'adresse surtout aux individus et aux organisations au niveau international. Ne pas acheter de fruits ou fleurs produits en Israël compte, et beaucoup. Pour les produits agricoles israéliens l'UE représente un marché de milliards de dollars, et l'Etat juif a avec Bruxelles un traité d'association qui en fait quasiment un Etat membre.

Le D de BDS : on entend par Désinvestissement le retrait d'investissements dans les institutions ou entreprises qui soutiennent l'occupation. Toutes les entreprises israéliennes

liennes sont complices parce qu'elles font une discrimination dès le moment où, pour un travailleur, elles donnent la priorité à ceux qui ont servi dans l'armée. Elles excluent de cette façon la minorité palestinienne en Israël (1,2 millions de personnes) qui ne fait pas le service militaire.

Et S comme Sanctions : concerne notamment toutes les poursuites judiciaires qu'il est nécessaire d'engager pour que les criminels israéliens aient à répondre de leurs actes devant des tribunaux. (2)

O. Barghouti explicite plus largement cette campagne et répond à de nombreuses questions dans un ouvrage intitulé « Boycott, Désinvestissement, Sanctions – BDS contre l'apartheid et l'occupation de la Palestine » paru en français aux Editions La fabrique. Il indique en particulier dans un paragraphe intitulé : « Pourquoi ? Comment ? » :

« L'Appel BDS, lancé en juillet 2005, a été soutenu par une écrasante majorité des organisations palestiniennes. Ancré dans une longue tradition de résistance populaire non-violente en Palestine et largement inspiré de la lutte anti-apartheid en Afrique du Sud, il se fonde sur le principe de droits de l'homme universels, comme le mouvement des droits civiques aux États-Unis. Il rejette fermement toute forme de racisme, et notamment l'antisémitisme et l'islamophobie. BDS définit sans ambiguïté les trois droits fondamentaux des Palestiniens qui constituent les conditions minimales nécessaires d'une paix juste: fin de l'occupation militaire de Gaza et de la Cisjordanie (Jérusalem-est comprise) et des autres territoires arabes au Liban et en Syrie; droits des réfugiés palestiniens (tel qu'ils sont garantis par l'ONU), en particulier droit au retour dans leur foyer et aux compensations; fin de la discrimination raciale systématique à l'encontre des citoyens palestiniens d'Israël, qu'un nombre croissant d'observateurs décrit comme un « régime d'apartheid ».

Qualifier Israël « d'Etat d'apartheid » ne signifie pas que son système de discrimination soit identique à l'apartheid en Afrique du Sud, mais simplement que les lois et les politiques israéliennes à l'encontre de sa

population palestinienne correspondent dans une large mesure à la définition que l'ONU a donné à l'apartheid en 1976. (3)

Business contre liberté d'expression

Sur le désinvestissement, la campagne invite les entreprises étrangères qui investissent en Israël ou le souhaitent à se retirer. Cette campagne a porté sur Véolia et Alstom concernant la construction du métro de Jérusalem réunissant les colonies de Cisjordanie à Jérusalem. C'est aussi le cas actuellement de la campagne sur France Telecom Orange pour rompre ses relations avec Orange Partner, société israélienne, qui a installé ses antennes en expropriant les palestiniens, alors que ceux ci doivent passer par l'intermédiaire des compagnies israéliennes pour téléphoner à l'étranger.

En France, dans plus d'une dizaine de villes, des militants sont poursuivis pour avoir participé à la campagne BDS comme à Bordeaux, où une militante a été condamnée pour un autocollant. Ailleurs, les tribunaux renoncent aux poursuites (Pontoise, Paris, Mulhouse ou Bobigny).

A l'origine des poursuites on trouve une circulaire de Michèle Alliot-Marie qui invite les procureurs à poursuivre les actions d'appel au boycott en invoquant la loi sur la liberté d'expression qui interdit l'incitation et la provocation à la discrimination au nom de l'appartenance de personnes à une race, une religion ou une nation, complétée ultérieurement en raison du genre ou du handicap de personnes. Sauf qu'ici ce sont des produits et des activités économiques qui sont visées par le boycott, et non des personnes.

Philippe Arnaud

1 - Cela n'a pas empêché Rachel Corrie, une américaine de 22 ans, de se faire écraser par un bulldozer israélien venu démolir des habitations palestiniennes. Cette histoire inspira le film « Rachel » à Simone Bitton.

2 - Cf. « Le boycott d'Israël Pourquoi ? Comment ? » par CAPJPO-Europalestine - <http://www.europalestine.com/>
3 - Pour plus de détails, voir sur internet: <http://bdsmovement.net/>

Campagne de solidarité avec les Anarchistes contre le mur

Les Anarchistes contre le mur (AATW - <http://awalls.org/>) est un groupe d'activistes israéliens impliqués dans la longue lutte en cours pour les droits des Palestiniens. Ils militent plus spécifiquement avec le but de rejoindre les communautés palestiniennes dans leur lutte pour démanteler le mur de séparation israélien.

Leur travail, en collaboration avec des partenaires, a été reconnu en 2008 lorsqu'ils ont remporté la médaille Carl von Ossietzky (attribuée aux citoyens ou aux initiatives faisant avancer les droits fondamentaux).

Ils maintiennent un niveau intense de protestation depuis maintenant 10 ans et les communautés qu'ils soutiennent ont continué à résister malgré la souffrance engendrée par la perte de 20 camarades et d'innombrables blessés. Ce courage est une source d'inspiration et les Anarchistes contre le mur refusent de suspendre leur soutien. Ces deux dernières années, AATW a été soumis à une vague croissante d'agressions contre des militants anti-occupation en Israël et en Cisjordanie, combinée à une campagne de persécution et de délégitimation.

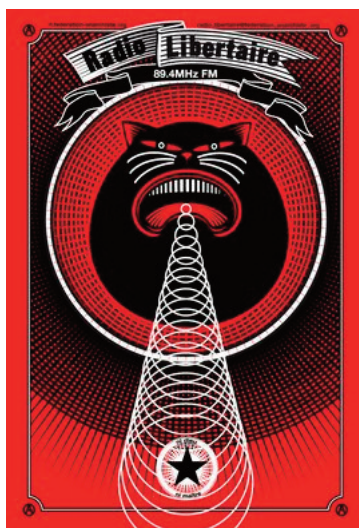
Ils ont la chance d'avoir une équipe dédiée d'avocats qui travaillent sans relâche pour représenter les militants

arrêtés lors de manifestations et d'actions. Entre 2009 et 2012, cela représente plus de 150 Israéliens et plus de 250 Palestiniens défendus, dont 50 mineurs. Il est crucial que l'équipe juridique continue à travailler pour le mouvement, mais le coût des procès exige une lutte de tous les instants pour financer leur défense.

Merci de les aider à assurer aux Palestiniens et aux Israéliens qui luttent pour la justice qu'ils seront défendus face au système judiciaire civil et militaire.

Ecrire à l'IFA (Internationale des Fédérations Anarchistes) en envoyant vos chèques (à l'ordre de SEL, « soutien AATW » au verso) à :
Société d'Entraide libertaire (SEL)
c / o CESL - BP 121
25014 Besançon cedex
IBAN: FR7610278085900002057210175 (virement)

OFFRE DÉCOUVERTE 3 NUMÉROS



Directeur de publication :
Bernard Touchais - Commission paritaire
n° 0614 C 80740 - Imprimerie 3A (Paris)
Dépot légal 44145 - 1^{er} trimestre 1977
Routage 205 - EDRB -
Crédits photographiques :
Guy Davidi, Emad Burnat



FRANCE (+ DOM TOM) ET ÉTRANGER

3 mois 12 n° hebdos + 1 n° hors série + les suppléments gratuits 25 € ○
6 mois 18 n° hebdos + 2/3 n° hors série + les suppléments gratuits 50 € ○
1 an 35 n° hebdos + 5/6 n° hors série + les suppléments gratuits 75 € ○

Offre découverte Gratuite
3 numéros

1 an de soutien 95 € ☺

Abonnement étranger: les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe bancaire exorbitante (plus de 15 €), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international (voir plus bas).

Pour les chômeurs/chômeuses, 50 % de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine.

- Chèque
- Virement bancaire (IBAN FR 76 4255 9000 0621 0076 4820 363 / BIC CCOPFRPPXXX)

NOM _____ Prénom _____
Adresse _____
Code postal _____ Localité _____
Pays _____

Bulletin à remplir et à renvoyer, accompagné de votre règlement, à :
Les Publications libertaires, c/o Maison des passages, 44 rue Saint-Georges, 69005 Lyon
Abonnement en ligne : www.monde-libertaire.fr/